



## SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT

SNAPÉ ONEMA SOLIDAIRES,  
SOLIDAIRES AGENCES DE L'EAU, SOLIDAIRES IDD,  
SOLIDAIRES - METEO, SUD RURAL EQUIPEMENT  
SUD RECHERCHE EPST - SOLIDAIRES,

### **DECLARATION LIMINAIRE** **CTM du MEDDE et du MLETR, Paris, 29 janvier 2015**

Monsieur le Président, chers collègues, chers camarades,

Nous sommes réunis ce jour pour le premier Comité Technique Ministériel commun au MEDDE et au MLETR, élu au scrutin de liste le jeudi 4 décembre 2014.

Pour notre organisation syndicale, c'est un jour particulier.

Au nom de Solidaires Environnement, je remercie les agents qui par leur vote ont fait le choix d'un syndicalisme de transformation sociale, de base, démocratique tant dans son fonctionnement que dans ses orientations, défendant le service public, l'emploi, les missions, les métiers, les compétences, les conditions de travail, et la participation active des personnels à la réflexion sur l'organisation de leur travail, de leur action sociale, de leur protection sociale. C'est grâce à la confiance qu'ils nous ont accordée que Solidaires Environnement, fédération ministérielle syndicale nationale, est désormais représentative au sein de nos ministères.

En tant que membre du secrétariat fédéral de Solidaires Environnement, je suis particulièrement conscient de cette responsabilité vis-à-vis des personnels et de nos camarades. Le contexte n'est pas facile. Solidaires est évidemment ouvert au dialogue social au niveau ministériel, un dialogue loyal, sincère et constructif, et au travail intersyndical, sur la base de propositions acceptables.

Sur le taux élevé de participation aux élections, alors que le vote électronique semble nous être promis pour les prochaines élections professionnelles, nous attirons l'attention des membres de ce CTM que partout où celui-ci a été instauré, la participation a fortement reculé, sans parler des conditions non remplies de fiabilité, de transparence, de sincérité de ce type de vote.

Crise financière, RGPP, Réate, hier ; crise de la dette, MAP, revue des missions et fusion des régions administratives et des conseils régionaux aujourd'hui. Ces crises sont le prétexte pour appliquer des réformes qui n'ont qu'un seul but : réduire les dépenses publiques et la place de l'État dans l'économie. Depuis bientôt 40 ans, la libéralisation de l'économie a conduit à l'explosion du chômage, de la pauvreté, des inégalités, et pour une majorité de nos concitoyens elle signifie la stagnation du niveau de vie et la baisse du niveau de la protection sociale (sécurité sociale, santé, retraite).

Est-ce la "science" économique qui a motivé toutes ces réformes ? Il me semble que la "science" économique est au même niveau de scientificité que la médecine sous le règne de Louis XIV. Au XVII<sup>ème</sup> siècle, les médecins impressionnaient les malades en truffant leurs discours de mots grecs et latins ; au XXI<sup>ème</sup> siècle, nombre d'économistes veulent faire passer leurs doctrines pour une science en appuyant leurs préjugés sur des formules mathématiques. Mais dans les deux domaines, nos docteurs Diafoirus préconisent toujours les mêmes remèdes : la purge et la saignée.

Non, il n'est prouvé par aucun modèle que ces réformes permettaient une meilleure croissance économique. Pire, les conclusions des économistes Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff qui avaient démontré qu'une réduction de la dette publique permettaient d'améliorer le potentiel de croissance des pays occidentaux ont été invalidées par les calculs de simples étudiants en économie : en effet ces experts avaient fait de grossières erreurs dans leurs calculs et le modèle mathématique utilisé était faux.

Ces choix sont dictés par une minorité de politiciens, d'hommes d'affaires et de banquiers qui savent très bien que la lutte des classes est toujours d'actualité puisqu'ils la mènent - et jusqu'à présent ont semblé la gagner - au détriment de la classe ouvrière et au-delà à la population entière en réduisant ses droits économiques et sociaux.

Ces choix ont entre autres conséquences la montée de l'extrême-droite, dont le venin mortel se distille insidieusement dans notre société, dans les esprits, et qui représente un danger fatal pour le monde du travail, les salariés, les citoyens, à la liberté, à l'égalité et la démocratie à laquelle nous sommes tant attachés.

A l'ordre du jour du présent CTM figure un point d'information sur la réforme territoriale. C'est un exemple typique de réforme libérale qui éloignera les instances de décision locales du citoyen. L'argument de "vente" de la réforme était que les régions françaises doivent atteindre une taille "européenne" pour être plus efficaces. Effectivement certaines des nouvelles régions seront plus étendues et plus peuplées que nombre d'États européens. Mais il semble que le législateur s'est montré bien timide. N'aurait-il pas dû prendre

exemple sur le pays qui a connu le plus fort taux de croissance depuis 20 ans et est devenu la première puissance économique mondiale ? Une province chinoise fait en moyenne 284 000 km<sup>2</sup> et 40 millions d'habitants. Le découpage régional français s'en serait trouvé considérablement simplifié !

Humour à part, la fusion de régions aura des conséquences bien concrètes sur les personnels de nos ministères, en matière d'organisation du travail, de déplacements et de coûts du logement. Conservera-t-on par exemple 3 DREAL dans la super-région Alsace - Lorraine - Champagne-Ardenne, ou concentrera-t-on tout le personnel à Strasbourg ? L'incertitude est un facteur de stress et je crains une forte croissance des risques psycho-sociaux.

Et le dialogue social dans tout cela ?

Solidaires souhaite pour ce premier mandat que le dialogue social soit ouvert et constructif.

Monsieur le Président, l'ensemble des représentants du personnel souhaitent pouvoir discuter avec vous. Il en va de l'intérêt des personnels que nous représentons tous ici. Ces discussions ne peuvent qu'être bénéfiques à l'ambiance et au climat dans nos services.

Solidaires espère sincèrement que 2015 verra la situation des personnels s'améliorer, et entend participer aux actions qui iront dans ce sens. Solidaires pense que seul un mouvement social d'ampleur qui pourra mettre un terme aux politiques d'austérité que nous subissons tous, en tant que citoyens et que personnels de la fonction publique.

Solidaires exprime sa solidarité vis-à-vis du peuple grec qui connaît depuis de nombreuses années des sacrifices énormes sans aucun résultat positif. Il a osé voter pour un changement de politique économique malgré les menaces européennes.

Osons nous élever contre l'austérité pour un meilleur service public, au service du concitoyen, dans la solidarité.

Je vous remercie pour votre attention.